

**Joseph Begarra,  
un socialiste dans la guerre d'Algérie  
1954-1962**

*par Claire Marynowar,  
lauréate du Prix de la Fondation Jean-Jaurès 2007*

Master de recherche mention histoire et théorie du politique, spécialité histoire, sous la direction de Marc Lazar - Institut d'études politiques de Paris, juin 2007.

### **Présentation**

Ce travail s'articule autour de la personne de Joseph Begarra, dont il s'est agi d'écrire une biographie politique durant les années de la guerre d'Algérie. Ainsi a-t-il été possible de se poser d'abord, et d'un point de vue général, la question de la façon dont les Français d'Algérie ont vécu les sept années de guerre qui ont mené à l'indépendance algérienne, à travers la personnalité d'un homme. Ce dernier est né le 26 mai 1908 à La Sénia, dans le département d'Oran. Instituteur, il devient secrétaire fédéral adjoint de la fédération socialiste oranaise en 1931, puis il en est élu secrétaire à l'automne 1945. Il est membre de l'Assemblée de l'Union française, l'organe parlementaire consultatif de l'ancien « Empire », dès sa création en 1947, avant d'en être désigné comme vice-président et d'y présider le groupe socialiste, à partir de 1955. Elu au comité directeur de la SFIO en 1950, il y siège jusqu'en 1969.

Après les attentats simultanés du 1<sup>er</sup> novembre 1954, il est l'un des premiers personnages publics à mettre en garde contre la tentation d'une répression systématique pratiquée par l'armée française en Algérie. Au congrès national extraordinaire de Suresnes, les 10 et 11 novembre 1954, il dit ainsi : « Pas de ratissage systématique, pas de mesure collective de représailles, pas de répression aveugle. Si ces armes venaient à être employées, elles prépareraient des lendemains redoutables pour l'Algérie en particulier et l'Union française dans son ensemble. » Pendant les mois du gouvernement Guy Mollet (février 1956–mai 1957), il conseille le chef de l'exécutif sur sa politique algérienne. C'est lui qui dirige notamment, en avril 1956 au Caire, les premières négociations secrètes avec le FLN, représenté par Mohamed Khider. Tout au long des mois du gouvernement il défend ardemment la position majoritaire à la SFIO, de soutien au gouvernement, puis approuve le retour du général De Gaulle le 1<sup>er</sup> juin 1958.

En 1959 il est élu au conseil municipal d'Oran et désigné pour siéger au Conseil économique. Il échappe par deux fois, en avril et décembre 1961, aux attentats de l'OAS qui le visent. Il quitte définitivement son appartement d'Oran durant l'été 1964 après avoir tenté de participer à la mise en place d'un Parti socialiste algérien. En France il participe à la fondation du comité Guy Mollet et aux travaux de l'Office universitaire de recherches socialistes (OURS). Résidant à Sucy-en-Brie (Val-de-Marne), il meurt en juillet 1997<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails, se reporter à l'article « Joseph Begarra » de Gilles Morin et Jean-Louis Planche dans le *Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social. Tome I, période 1940-1968, de la Seconde guerre Mondiale à mai 1968*, Claude Pénnetier (dir.), Paris : Editions de l'Atelier, 2006, pp. 432-436

L'angle de vue choisi dans ce travail a permis d'aborder de façon précise, car limitée, la question de la politique algérienne de Guy Mollet, marquée par le glissement vers un règlement presque exclusivement répressif du problème nationaliste algérien et par la révélation de l'usage massif des violences illégales, en particulier la torture, sur la population algérienne. Les débats à son sujet sont aujourd'hui encore vifs. « Les forces de gauche n'auraient-elles pas eu le sens de l'Histoire ? », demande Sylvie Thénault dans une interrogation générale sur la décolonisation<sup>2</sup>, que l'on peut adresser au Parti socialiste SFIO dans la guerre d'Algérie en particulier.

Toute guerre semble a priori constituer un terrain intéressant pour l'exercice biographique, tant le cours des événements est influencé par le jeu des décisions et des niveaux de pouvoir : militaire, politique mais aussi symbolique, dans la mesure où le sens que l'on donne aux événements est un des enjeux principaux de l'activité belliqueuse. Dans le cadre de la guerre d'Algérie, la décision politique s'est confrontée aux limites d'un pouvoir militaire de plus en plus affirmé au cours des huit années qu'a duré le conflit. La biographie politique d'un membre du cercle restreint du pouvoir revêt l'intérêt de poser les questions de la prise de décision, de la marge de liberté des dirigeants et du degré de connaissance de la réalité des opérations militaires sur le terrain.

Raphaëlle Branche a montré<sup>3</sup> qu'il fallait exclure la possibilité que les dirigeants politiques français n'aient pas été au courant de la façon dont, sur le terrain, les militaires menaient la guerre. De fait, Guy Mollet a reçu durant son gouvernement de nombreux témoignages de torture, dont ses archives portent la trace<sup>4</sup>. Dès lors, il semble évident que Joseph Begarra, dont les allers-retours entre la métropole et l'Algérie étaient incessants, ait été d'autant plus en mesure de connaître ces réalités qu'il les approchait de façon régulière par ses séjours à Oran. La question qui se pose ici est celle de l'acceptation éventuelle de la violence, justifiée par certains impératifs considérés, sur le moment, comme plus pertinents que les principes d'humanité et de moralité. Quand la violence devient également celle de la communauté européenne<sup>5</sup>, avec les attentats de l'OAS en particulier, il s'agit de comprendre quel regard Joseph Begarra pose sur ces actes et les idées qui les sous-tendent.

Mais ce travail n'a pas uniquement cherché à éclairer le passé d'un homme associé au pouvoir, pour chercher à travers lui à mettre en lumière les raisons et les mécanismes de la prise de décision politique. Joseph Begarra doit aussi être considéré comme un membre de la population des Français d'Algérie qui, si elle est socialement et politiquement plus hétérogène que cela a longtemps été pensé et dit<sup>6</sup>, est marquée par un même attachement à la terre algérienne. En effet, il semble bien que Joseph Begarra ait été pris dans ses propres contradictions, entre ses idées de paix, de progrès social et de concorde et l'impossibilité à s'imaginer devoir, un jour, quitter l'Algérie. C'est ce qui, dans les premiers temps, lui a fait promouvoir l'idée de concorde des communautés, de réformes politiques et sociales et condamner la répression systématique mise en place après les attentats du 1<sup>er</sup> novembre 1954. Or on constate qu'alors que, dans les premiers mois de la guerre, il s'oppose vivement à toute solution militaire du problème, il en vient progressivement à considérer

---

<sup>2</sup> Sylvie THENAULT, « La gauche et la décolonisation ». In CANDAR Gilles et BECKER Jean-Jacques (dir.), *Histoire des gauches en France*, Volume 2, *XX<sup>ème</sup> siècle, à l'épreuve de l'histoire*, Paris : La Découverte, 2004, p. 436

<sup>3</sup> Raphaëlle BRANCHE, *L'armée et la torture pendant la guerre d'Algérie. Les soldats, leurs chefs et les violences illégales*

<sup>4</sup> Fonds AGM à l'Office universitaire de recherches socialistes (OURS).

<sup>5</sup> La terminologie qui distingue « Musulmans » et « Européens » représente les catégories appliquées durant l'époque coloniale à la population algérienne. Elle sera utilisée dans ce travail, considérant qu'elle correspondait à une conscience de soi ainsi formulée et acceptée.

<sup>6</sup> Cf. Jeannine VERDES-LEROUX, *Les Français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui. Une page d'histoire déchirée*

celle-ci comme nécessaire, à côté d'indispensables mesures auxquelles il tient, telle la mise en place du collège unique pour les élections à l'Assemblée algérienne.

L'un des éléments d'un tel regard sur la guerre d'Algérie a donc consisté à s'intéresser aux Français d'Algérie, groupe relativement mal connu dans son extrême diversité. Ils sont en fait, jusqu'à aujourd'hui, un objet d'histoire étudié souvent selon des points de vue internes et partisans, mais les travaux universitaires à leur sujet commencent à se multiplier, notamment en histoire politique. Ainsi, l'un des ouvrages de référence *Les Français d'Algérie*, de Pierre Nora<sup>7</sup>, date de 1961 et prend donc place au cœur d'un monde aujourd'hui révolu. La ville d'Oran, à l'époque coloniale, abrite en outre un milieu particulièrement hétérogène : jusqu'en 1961, c'est la seule grande ville d'Algérie constituée majoritairement d'Européens, d'origines diverses, qui manient des langues variées, appartiennent à des cultures, notamment politiques, multiples, et connaissent de grandes disparités de niveaux et modes de vie.

Ainsi, la question posée par ce travail de recherche est la suivante : il s'agit d'essayer de comprendre comment Joseph Begarra a vécu ce conflit qui a divisé, dans la plus grande violence, les habitants de son pays, dans la situation particulière qu'il occupait, c'est-à-dire à la fois comme Européen d'Oranie, militant socialiste et responsable politique.

Etudier le parcours d'un socialiste oranais dans la guerre d'Algérie, c'est certes se concentrer sur un point parmi d'autres d'une mosaïque de situations diverses. Mais c'est aussi mettre en valeur la multiplicité des expériences vécues, en même temps que le caractère diffus d'un sentiment « Algérie française », loin d'être réservé aux seuls individus qui constitueront finalement les rangs des « ultras ». Socialiste donc sensible aux inégalités sociales et économiques qui marquent profondément son pays, Algérien donc attaché à cette terre et à la recherche de la solution d'un « vivre ensemble », Oranais donc soumis à une violence tardive mais intense, prenant un caractère tragique à la fin de la guerre : c'est ce triple niveau d'une identité qu'il s'agissait d'interroger, en s'autorisant des va-et-vient constants, et sans s'interdire de se référer à d'autres niveaux de compréhension encore.

Un tel sujet étonne de prime abord, car en effet Joseph Begarra n'est pas un personnage connu de la guerre d'Algérie ; il n'apparaît pas dans la plupart des ouvrages de synthèse, si ce n'est, brièvement, pour le rôle qu'il a joué au printemps 1956 dans les négociations de la SFIO avec le FLN<sup>8</sup>. Seul Marc Sadoun lui fait une place différente dans l'historiographie généraliste de la guerre, en abordant son rôle dans le Parti socialiste<sup>9</sup>. Le parcours qui a mené ce travail jusqu'à ce personnage associe deux registres de motifs : thématiques d'abord, archivistiques ensuite.

La guerre d'Algérie, dans un premier temps, a été abordée par le biais bibliographique dans ses différents aspects, essentiellement militaires et politiques. La question, passionnante mais difficile, de l'opinion publique française n'est traitée que par peu d'auteurs de manière globale. Charles-Robert Ageron, grâce aux sources publiées par la revue *Sondages* de 1955 à 1962, a réalisé<sup>10</sup> la première synthèse sur ce sujet, concluant à la « résignation présomptive » des Français

---

<sup>7</sup> Pierre NORA, *Les Français d'Algérie*

<sup>8</sup> François Lafon est l'un de ceux qui abordent le plus longuement son rôle dans les discussions : François LAFON, *op. cit.*, pp. 521-526

<sup>9</sup> Marc SADOUN, « Les socialistes entre pouvoir, principes et mémoire ». In Jean-Pierre RIOUX (dir.), *La guerre d'Algérie et les français : Colloque de l'Institut d'histoire du temps présent*, p. 225

<sup>10</sup> « L'opinion française à travers les sondages ». In Jean-Pierre RIOUX (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français*, p. 25-44

de métropole face à la guerre, rapidement désireux de la paix à tout prix. Ce travail n'aborde pas la question de l'opinion des Français d'Algérie, qui sont pourtant au cœur du drame. La bibliographie existante aborde en fait, à propos de ces derniers, deux points extrêmes de leur attitude face à la guerre : d'un côté, le soutien au FLN<sup>11</sup>, de l'autre, la défense jusqu'au-boutiste de l'Algérie française à travers l'OAS<sup>12</sup>. Reste un point qui semble aveugle : la position de *tous* les autres Français d'Algérie, ceux qui n'étaient ni ultras ni partisans de l'indépendance. Pourtant, la question se pose de la façon dont ils ont envisagé d'abord le « problème algérien », puis le conflit et en particulier les violences extrêmes auxquelles il a donné lieu, que ce soit le terrorisme FLN, le contre-terrorisme européen ou les « opérations de maintien de l'ordre » de l'armée française. Il paraissait intéressant de chercher à approcher, au sein de cette population, des profils différents de ceux qui avaient déjà été étudiés, et de dépasser les idées reçues sur les Européens d'Algérie.

La défense de l'Algérie française n'a pas été l'apanage des extrémistes fascistes européens, ni même de la population politiquement située à droite. De grandes nuances sont à apporter à ce tableau pourtant courant. Parmi les Français d'Algérie, de nombreux clivages existaient, effacés souvent, par la suite, de l'extérieur et en apparence du moins, par le partage d'un même sort<sup>13</sup>. Il semblait intéressant de suivre le parcours d'individus marqués par un engagement de gauche afin d'ouvrir le regard habituellement posé sur la population européenne d'Algérie. Oran est la grande ville politiquement la plus à gauche d'Algérie, d'autant plus qu'elle a accueilli, avec la guerre civile espagnole, de nombreux républicains exilés ; elle a, en particulier, été dirigée après la Seconde guerre mondiale par une municipalité communiste. Le Parti socialiste SFIO y est implanté plus que partout ailleurs en Algérie, et représente un poids politique important. Le choix de la ville d'Oran, en outre, répondait à une autre préoccupation : se démarquer du biais algérois de l'historiographie française. La guerre d'Algérie ne s'est pas déroulée uniquement à Alger. Or les ouvrages qui traitent de la période prennent souvent la ville blanche pour cadre, et ses habitants comme acteurs principaux des événements. Le reste de l'Algérie, c'est-à-dire les départements d'Oran et de Constantine, mais aussi les territoires du Sud, restent moins connus dans leur rapport à la guerre. Oran est pourtant la deuxième ville d'Algérie, et il convient de s'y intéresser avant les tragiques années de 1961 et 1962, qui la placent au premier rang de l'actualité algérienne.

A partir de ces interrogations initiales, la recherche d'un corpus d'archives a abouti à la personne de Joseph Begarra. L'accès aux archives personnelles de ce dernier, conservées par son fils à son domicile, est finalement ce qui a déterminé le projet d'écriture d'une biographie politique. Ce que l'on peut considérer comme un hasard, ou encore comme une chance, a donc eu un effet définitif sur les recherches et montre bien combien, en histoire, la question des sources est primordiale. Ces sources, en tant qu'elles sont inédites, ont une place privilégiée dans ce travail.

Si cela n'est pas toujours pertinent dans le cadre de l'exercice biographique, le choix d'événements politiques pour scander le développement de ce travail a semblé évident dans le cas de Joseph Begarra. La réactivité de ce dernier aux grands tournants de la guerre est très forte, et il ne semble pas exagéré de dire que, pour lui, des dates comme le 20 août 1955 et le 13 mai 1958 ont été capitales, à des niveaux tant politique que personnel, intime. Des variations extrêmement précises se sont dessinées, au cours des recherches, entre quatre différentes périodes, qui correspondent à quatre grands moments de la guerre.

---

<sup>11</sup> Voir notamment Hervé HATMON et Patrick ROTMAN, *Les porteurs de valise : la résistance française à la guerre d'Algérie*, Paris : Le Grand livre du mois, 1979, 434 p.

<sup>12</sup> cf. Olivier DARD, *Voyage au cœur de l'OAS*

<sup>13</sup> cf. Eric SAVARESE, *L'invention des pieds-noirs*

Lorsque la guerre d'Algérie s'achève, Joseph Begarra a cinquante-quatre ans. Il quitte la fédération socialiste d'Oranie qu'il a dirigée pendant vingt-deux ans, et qui disparaît. Durant les huit années qu'a duré le conflit entre la France et les nationalistes algériens, pour aboutir finalement à l'indépendance, il a montré un intérêt passionné pour ces événements qui l'ont « déchiré »<sup>14</sup>, au sens où ils ont profondément questionné ses convictions et sa vision de l'Algérie.

En novembre 1954, lorsqu'éclate l'affrontement, il est convaincu de la pertinence de sa vision du problème algérien : la population musulmane demande des réformes économiques et sociales, mais aussi politiques. La satisfaction de ces légitimes revendications d'élévation du niveau de vie général, de scolarisation des enfants et de respect des dispositions du Statut de 1947, attendue depuis longtemps, est désormais urgente. En y répondant, le soutien de la population musulmane au combat nationaliste n'aura aucune raison d'être. La conduite indispensable de ces réformes doit s'accompagner d'une répression juste et limitée, afin de favoriser le retour rapide au calme. Il ne perçoit pas alors que la guerre est appelée à durer, et que les nationalistes ne se contenteront pas de nouvelles réformes de la part de la France. Pour eux, il est trop tard, la colonie doit rompre avec la métropole et obtenir son indépendance par tous les moyens.

En janvier 1956, le gouvernement de Front républicain est élu sur un programme de paix en Algérie. Joseph Begarra s'associe de près à la politique menée par Guy Mollet dans son pays, puis soutient celle des derniers gouvernements de la IV<sup>e</sup> République. Durant ces deux années, il mène vigoureusement la fédération oranaise, qu'il tient à voir se comporter avec autant de fidélité qu'il en a lui-même envers le secrétaire général du Parti, alors qu'une opposition commence à monter au sein de ce dernier. Les solutions de Guy Mollet sont les siennes, et Joseph Begarra ne paraît pas se plier aux décisions majoritaires par intérêt, mais bien avec sincérité. Il défend ainsi, longtemps, le principe du « triptyque » lors des négociations du Caire en 1956 et face au scepticisme de certaines sections oranaises. Il soutient également la dimension militaire de la politique algérienne du gouvernement, prenant pourtant à cette époque le visage d'une guerre totale : l'armée considère la population musulmane dans son ensemble comme suspecte, et la pratique de la torture se généralise dans les troupes françaises.

Parallèlement à cette répression dont il couvre les aspects sordides, et qu'il souhaite voir écraser rapidement le FLN, il continue à promouvoir la réforme algérienne. 1957, l'année de la bataille d'Alger et de la dénonciation médiatique de la torture, est pour lui, paradoxalement, le point culminant de sa vision d'une possible paix juste, à portée de main, préalable à l'édification d'une Algérie nouvelle. Sa conviction que son pays peut encore bouleverser les fondements de son organisation, tout en restant français, l'amène à passer sous silence les « crimes de l'armée française »<sup>15</sup>. Pour lui la répression du FLN, fût-elle brutale, est nécessaire à l'élaboration de nouvelles conditions de vie en Algérie. Il lui reste à souhaiter qu'elle soit rapide et efficace.

Le 13 mai 1958 confirme sa conviction, ancrée depuis 1956, que la France doit faire face en Algérie à un « deuxième front » : celui des ultras européens. Il approuve le retour du général De Gaulle au pouvoir, qui devrait mettre fin au désordre amené par le coup de force et trouver une solution au problème algérien. Il appuie la politique du nouveau gouvernement en Algérie, notamment la solution d'association pour laquelle le chef de l'Etat se prononce, et les réformes comprises dans le plan de Constantine. Mais il prend en même temps conscience du rôle capital que jouent les activistes européens, associés à l'armée, qui hypothèquent largement les chances de

---

<sup>14</sup> François LAFON, *op. cit.*, p. 522, à propos des négociations d'avril 1956 et le choix de Joseph Begarra pour représenter la SFIO : « Originaire d'Oranie, il [Joseph Begarra] était déchiré par le conflit algérien. »

<sup>15</sup> Cf. Pierre VIDAL-NAQUET, *Les crimes de l'armée française : Algérie 1954-1962*

succès du général De Gaulle en Algérie. Il s'indigne du rôle joué par l'administration et les militaires, qui entravent le processus de normalisation qu'il croit voir se mettre en œuvre en Algérie, avec en particulier la tenue très attendue d'élections. Il constate en effet un coup d'arrêt à la crise de recrutement que connaît sa fédération depuis 1955. Mais l'amélioration est de courte durée, et il voit dans les deux années suivantes cette dernière perdre la majeure partie de son influence en Oranie.

On peut situer en 1961 la fin de son espoir de voir l'Algérie se réformer, avec la France, dans un sens favorable aux deux communautés, au moment où apparaissent les premiers signes de l'existence d'un véritable fossé entre les deux populations à Oran. Au fur et à mesure de cette année, face à l'horreur croissante provoquée par les actions de l'OAS, il prend acte du divorce des communautés qu'il a toujours redouté. Dans les négociations qui s'entament alors, il souligne le problème des garanties de la minorité européenne, mais commence en même temps à préparer, au Parti socialiste SFIO, le rapatriement de ses camarades. Le départ des Français d'Algérie devient en effet de plus en plus probable, et les événements du 5 juillet 1962 l'accélèrent. Il ne semble dès lors plus possible d'assurer véritablement la pérennité du peuplement européen en Algérie. Avec la fin de la guerre, Joseph Begarra devient en France un « petit membre permanent » de la SFIO, sans importance majeure, et un « pied-noir » : il s'inquiète et espère encore beaucoup pour sa terre natale, qu'il ne s'est pas résolu à quitter complètement. Il cherche, un certain temps encore, à participer à la rénovation du pays. Que l'on souligne son optimisme naturel ou son manque de vision, voire sa cécité politique<sup>16</sup>, le résultat est le même : il a échoué à faire triompher son projet en Algérie, et ses espoirs ont été longs à s'estomper malgré le caractère dramatique du contexte.

Retracer le parcours d'un socialiste oranais dans la guerre d'Algérie, c'était prendre le parti de détailler une expérience particulière, dont l'influence a finalement échoué à s'imposer dans le cours des événements. Dans la période 1956-1957, Joseph Begarra est proche du lieu même du pouvoir. Deux questions relativisent toutefois l'idée d'une véritable influence : d'abord, celle qui interroge les moyens du pouvoir politique, dans cette période, face à la montée de l'armée dans la prise de décision en Algérie. Ensuite, celle qui mesure l'importance des socialistes dans le cours entier de la guerre, face notamment au rôle de la V<sup>e</sup> République et du général De Gaulle. Mais les socialistes ont justement joué un grand rôle dans l'enlèvement français, dans leur échec même à faire appliquer les idées dont ils s'étaient réclamés avant leur arrivée au pouvoir, la plus emblématique de celles-ci restant peut-être la définition de la guerre d'Algérie comme une « guerre imbécile et sans issue » par Guy Mollet en 1955.

Joseph Begarra prend lentement conscience de la force du nationalisme algérien, de l'échec des solutions économiques et sociales qui niaient l'existence de revendications politiques précises, de la puissance enfin d'une frange de la population européenne hostile à l'évolution des conditions de vie algériennes dans un sens égalitaire : cette cécité n'est-elle pas partagée par de larges pans de la société française, en Algérie et en France ? Ne révèle-t-elle pas l'impossibilité, pour une grande partie de socialistes, peut-être même de Français, à penser la décolonisation ?

En amont de la guerre, le rapport du socialisme français à la situation coloniale reste largement à interroger. Pour comprendre les attitudes du socialisme français face à cette guerre et à la décolonisation, il convient d'appréhender d'abord ce passé éclairant. L'échec, pendant la guerre d'Algérie, de l'aboutissement d'un projet d'égalisation véritable des conditions, notamment politiques, des deux populations doit être replacé dans la trame plus large de l'histoire de l'Algérie

---

<sup>16</sup> Pour Charles Ceccaldi-Raynaud, son comportement pendant la guerre d'Algérie fait de lui « un aveugle de l'avenir, un homme du passé, incapable d'évoluer » (entretien avec Charles Ceccaldi-Raynaud du 23 avril 2007)

coloniale, notamment depuis le projet de loi Blum-Viollette de 1936. La loi-cadre socialiste de 1957, dans sa première formulation, établit finalement le principe du collège unique pour toutes les élections en Algérie. Mais l'établissement tardif d'un véritable suffrage universel égalitaire est définitivement annulé dans la version adoptée par l'Assemblée nationale en janvier 1958. Ainsi, quand les socialistes posent enfin le principe de la véritable égalité politique et civique de tous les habitants de l'Algérie, c'est la classe politique française dans son ensemble qui n'est pas prête à l'accepter.

Mais l'expérience particulière de Joseph Begarra trouve aussi sa place dans l'histoire des Français d'Algérie, dont la diversité a été masquée par la construction postérieure d'une identité commune, née de l'expérience partagée du rapatriement, à partir de 1962. La stratégie de construction de « l'identité pied-noir »<sup>17</sup>, contre celle des Français métropolitains d'une part et celle des Algériens d'autre part, passe aussi par l'écriture d'une histoire commune, gommant l'importance des divergences dans l'invention d'une même « tradition pionnière »<sup>18</sup>. Or le milieu des Français d'Algérie doit être considéré dans les écarts qu'il a abrités, entre des expériences et des situations diverses.

Dans l'Algérie coloniale, il convient de s'intéresser à la vie et aux relations de ce que l'on appelle, de façon sujette à polémique avant la guerre, les « communautés ». Les deux populations ne commencent à se séparer très nettement, en effet, qu'à partir du mois de novembre 1954, dans l'affrontement. On peut postuler que deux communautés distinctes n'existent ensuite, de façon vraiment explicite, qu'à partir du 20 août 1955. L'enjeu de la définition de ces « communautés » est lui-même un objet d'histoire : quand apparaissent-elles ? Comment se dessinent-elles ? Et pourquoi ? Pour répondre à ces questions et comprendre les relations entre les populations, en évitant les deux visions extrêmes, et inexactes, de la séparation totale et de l'échange constant, il faut s'intéresser au quotidien colonial, ses mots, ses moyens d'expression culturels, ses sociabilités. Il convient, notamment, de chercher à repenser les relations entre les différentes populations algériennes en se posant la question de la « rencontre coloniale »<sup>19</sup>, sans forcer la description de la réalité dans le cadre impropre d'une bipolarité simplificatrice<sup>20</sup>. Ainsi, on voit par exemple que le milieu français d'Algérie est traversé par la frontière entre « naturels », ou « Français de France », et « naturalisés », c'est-à-dire Européens ayant accédé à la nationalité française. Cette distinction implique une hiérarchisation, mais aussi des modes de vie différents et séparés. Il convient d'interroger ce rapport, complexe, des Européens à la nationalité française, à ce pays que certains n'ont jamais connu, à cette France imaginée.

---

<sup>17</sup> Eric SAVARESE, *L'invention des Pieds-Noirs*

<sup>18</sup> Voir aussi l'intervention de Michèle Baussant et Eric Savarèse, « Mémoires de la colonisation en France. Pieds-noirs, harkis, Algériens : dynamiques de l'oubli et du souvenir », au séminaire « Mémoires historiques d'ici et d'ailleurs : regards croisés », 20 octobre 2006, au CEVIPOF (Paris). Non publié.

<sup>19</sup> Cf. « Rencontre(s) coloniale(s) », dossier de *Génèses* n°43, Février 2001, dirigé par Isabelle Merle, pp. 2-111 ; Dossier : « La rencontre coloniale », *Politique africaine* n°74, juin 1999, pp. 105-112

<sup>20</sup> Cf. Frederick COOPER et Ann Laura STOLER, « Between Metropole and Colony : Rethinking a Research Agenda ». In Frederick COOPER et Ann Laura STOLER (dir.), *Tensions of Empire : Colonial Cultures in a Bourgeois World*, Berkeley/Los Angeles/London: University of California Press, 1997, pp. 1-56